
1917

*Écrit le 19 octobre (1er novembre) 1917.
Paru pour la première fois le 1er novembre 1927, dans la
«Pravda» n° 250
Conforme à un double
dactylographié*

*Œuvres t. 26, pp. 227-232,
Paris-Moscou*

Lénine

Lettre au Comité central du P.O.S.D.(b)R.

Chers camarades,

Un parti qui se respecte ne peut pas tolérer dans son sein les briseurs de grève ni leur activité. Cela est évident. Et plus on réfléchit aux interventions de [Zinoviev](#) et de [Kaménev](#) dans la presse étrangère au parti, plus il apparaît incontestable que leur conduite est, dans toute l'acception du terme, une action de briseurs de grève. La dérobade de Kaménev à la séance du Soviet de Pétrograd est quelque chose de tout à fait bas ; il est, vous le voyez, pleinement d'accord avec [Trotski](#). Mais, est-il difficile de comprendre que Trotski *ne pouvait pas*, ne devait pas en dire plus qu'il n'en a dit devant les ennemis, qu'il n'en avait pas le droit ? Est-il difficile de comprendre que le *devoir* du parti qui cachait à l'ennemi *sa* décision (sur la nécessité de l'insurrection armée, tout à fait mûre à ce moment, sur la préparation complète, etc.), que cette décision *oblige*, dans les déclarations publiques, à rejeter non seulement la «faute», mais aussi l'initiative sur l'adversaire. Seuls des enfants seraient incapables de le comprendre. La dérobade de Kaménev est une fourberie, purement et simplement. Il faut en dire

autant de la dérobade de Zinoviev. A tout le moins, sa lettre «de justification» (adressée, semble-t-il, à l'organe central du parti) est la seule chose que j'aie vue (car, l'opinion personnelle, l'«opinion prétendument personnelle» autour de laquelle la presse *bourgeoise* fait tant de bruit, je ne l'ai pas vue *jusqu'ici*, moi, membre du Comité central). Voici l'un des «arguments» de Zinoviev : Lénine a envoyé ses lettres à différents camarades «*avant* qu'une décision quelconque n'ait été prise», et vous n'avez pas protesté. C'est ce qu'écrivit littéralement Zinoviev, et il souligne lui-même de quatre traits le mot *avant*. Est-il difficile de comprendre qu'avant que l'organe central ait pris une décision sur la grève on peut faire de la propagande pour et contre la grève, mais qu'*après* la décision prise en faveur de la grève (après la décision supplémentaire de cacher cette décision à l'ennemi), faire après de la propagande contre la grève, c'est se conduire en briseur de grève ? Le premier ouvrier venu le comprendra. L'insurrection armée est débattue à la direction depuis septembre. Voilà le moment où Zinoviev et Kaménev pouvaient et *devaient* intervenir par écrit, afin que *tous*, en voyant leurs arguments, puissent mesurer leur complet désarroi. Cacher sa façon de voir au parti tout un mois *avant* que la décision soit prise et envoyer son opinion personnelle *après* cette décision, c'est se comporter en briseur de grève.

Zinoviev feint de ne pas comprendre cette différence, de ne pas comprendre qu'après la décision de grève, décision émanant du centre, seuls les briseurs de grève peuvent faire de la propagande contre cette décision devant les instances inférieures. Le premier ouvrier venu le comprendra.

Or, Zinoviev a précisément fait de la propagande et a saboté les décisions du centre aussi bien à l'assemblée de dimanche [1] où avec Kaménev il n'a pas obtenu une seule voix, que dans sa lettre actuelle. Car Zinoviev a l'impudence d'affirmer que «le parti n'a pas été consulté» et que de semblables questions «ne peuvent pas être tranchées par une dizaine d'hommes ». Réfléchissez-y. Tous les membres du Comité central savent que plus de dix membres du Comité central ont assisté à la séance décisive, que *la majorité de la session plénière* y assistait, que Kaménev lui-même déclara à cette séance «Cette séance est décisive », que, en ce qui concerne les membres absents du Comité central, il était parfaitement connu qu'ils étaient *en majorité en désaccord* avec Zinoviev et Kaménev. Et voici qu'*après* la décision du Comité central prise à une séance que Kaménev lui-même a reconnue *décisive*, un membre du Comité

central a le front d'écrire : «le parti n'a pas été consulté». «De semblables questions ne peuvent pas être tranchées par une dizaine d'hommes» ; c'est, dans toute l'acception du terme, une conduite de briseur de grève. Jusqu'au congrès du parti c'est le Comité central qui décide. Le Comité central a décidé. Kaménev et Zinoviev, qui n'ont rien écrit *avant* la décision, se sont mis à *contester* la décision du Comité central *après* qu'elle a été prise.

C'est, dans toute l'acception du terme, une conduite de briseurs de grève. Une fois là décision prise, aucune contestation *n'est admissible*, dès lors qu'il s'agit de préparer une grève immédiatement et *secrètement*. Zinoviev a le front de *nous* accuser aujourd'hui de «prévenir l'ennemi». Où donc s'arrêtera l'effronterie ? Qui a en fait nui à notre action, qui a saboté la grève «en prévenant l'ennemi», sinon ceux qui ont écrit dans la presse *étrangère au parti* ?

Ecrire dans un journal qui, sur cette question *précise*, fait cause commune avec toute la bourgeoisie, *contre* une résolution « décisive » du parti !

Si on tolère cela, il n'y a plus de parti, le parti est liquidé.

Appeler «opinion personnelle» ce que Bazarov apprend et imprime dans un journal étranger au parti, c'est se moquer du parti.

La déclaration de Kaménev et de Zinoviev dans la presse étrangère au parti est d'autant plus vile que le parti ne peut pas démentir ouvertement leurs *mensonges calomnieux* : j'ignore les décisions prises quant à la date, écrit et imprime Kaménev, en son nom propre et au nom de Zinoviev. (Zinoviev est pleinement responsable de la conduite et de l'intervention de Kaménev, après une telle déclaration.)

Comment le Comité central peut-il démentir cette affirmation ?

Nous ne pouvons pas devant les capitalistes dire la vérité : que nous *avons décidé* la grève et que nous avons décidé de *cacher le choix du moment*.

Nous ne pouvons pas démentir le mensonge, la calomnie de Zinoviev et de Kaménev *sans nuire davantage encore à notre cause*. Voilà en quoi consiste l'infamie sans borne, la trahison

véritable de ces deux personnages : ils ont livré aux capitalistes le plan des partisans de la grève, car, puisque notre presse se tait, chacun devine où en sont les choses.

Kaménev et Zinoviev *ont livré* à Rodzianko et à Kérenski la décision du Comité central de leur parti sur l'insurrection armée et sur le secret gardé à l'égard de l'ennemi quant à la préparation de l'insurrection armée et au choix de la date pour cette insurrection. C'est un fait. Ou ne peut par aucun faux-fuyant démentir ce fait. Deux membres du Comité central ont, par un mensonge, par une calomnie, *livré* aux capitalistes la décision des ouvriers. Il ne peut, il ne doit y avoir qu'une réponse : une décision immédiate du Comité central :

«Ayant reconnu que l'intervention de Zinoviev et de Kaménev dans la presse étrangère au parti est dans toute l'acception du terme une action de briseurs de grève, le Comité central les exclut tous les deux du parti»

Il m'est pénible d'écrire ces paroles sur d'anciens camarades qui m'étaient proches, mais je considérerais l'hésitation comme un crime en l'occurrence, car un parti de révolutionnaires qui ne châtierait pas des briseurs de grève notoires, *serait perdu*.

La question de l'insurrection armée, même si les briseurs de grève qui ont trahi notre cause auprès de Rodzianko et de Kérenski en ont reculé la date pour longtemps, n'est pas *écartée*, n'est pas écartée par le parti. Comment peut-on se préparer à l'insurrection armée et la préparer *en tolérant* parmi nous des briseurs de grève «notoires» ? Plus ils sont notoires et plus *ils sont dangereux*, plus il est indigne de leur «pardonner». *On n'est trahi que par les siens* [2], disent les Français. Seul *un des nôtres* peut être un traître.

Plus les briseurs de grève sont «notoires», plus il faut absolument les châtier sur-le-champ par l'exclusion.

C'est ainsi seulement qu'on peut assainir le parti ouvrier, qu'on peut l'épurer d'une douzaine de petits intellectuels avilis, serrer les rangs des révolutionnaires et aller *avec les ouvriers révolutionnaires* au-devant des grandes, des plus grandes difficultés.

Nous ne pouvons pas publier la vérité : qu'*après* la réunion décisive du Comité central, Zinoviev et Kaménev ont eu

l'impudence d'exiger à l'assemblée de dimanche que l'on revienne sur la *décision* et que Kaménev criait sans honte : «Le Comité central a fait faillite, car il n'a rien fait de la semaine» (je *ne* pouvais pas le démentir, car il n'était justement pas possible de dire *ce qui précisément avait été fait*), tandis que Zinoviev proposait d'un air innocent la résolution repoussée par l'assemblée : «Ne pas intervenir jusqu'à la conférence avec les bolchéviks qui doivent arriver le 20 pour le Congrès des Soviets. »

Réfléchissez-y : proposer à une assemblée de militants de la base, après que la grève a été décidée *par le centre*, de remettre la question et de la renvoyer (au congrès du 20, congrès qui a été ajourné par la suite... les Zinoviev font confiance aux Liber-Dan), de la renvoyer devant une assemblée que les statuts du parti ignorent, qui *n'a pas* d'autorité sur le Comité central, qui *ne connaît pas* Pétrograd !

Et Zinoviev a encore *après cela* l'impudence d'écrire : «On n'affermirait guère ainsi l'unité du parti.»

Comment appeler cela autrement qu'une menace de scission ?

Je réponds à cette menace que j'irai jusqu'au bout, que j'obtiendrai la liberté de parole devant les ouvriers, et que, *quoi qu'il en coûte*, je flétrirai comme briseur de grève le briseur de grève Zinoviev. A la menace de scission, je réponds par une déclaration de guerre jusqu'au bout, par la lutte pour l'exclusion des deux briseurs de grève des rangs du parti.

Après *des mois* de discussion, la direction du syndicat a décidé que la grève est inévitable, qu'elle est mûre ; elle en cache la date aux patrons. Après cela, deux membres de la direction vont trouver les *militants de la base* pour contester cette décision et se font battre. Alors, ces deux individus s'adressent à la presse au vu et au su des capitalistes et trahissent par un mensonge calomnieux la décision de la direction, sabotant ainsi la grève pour une bonne moitié ou la faisant différer jusqu'à un moment moins favorable, et avertissant l'ennemi.

Voilà, dans toute l'acception du terme, une action de briseurs de grève. Voilà pourquoi je réclame l'exclusion des deux briseurs de grève, en me réservant le droit (compte tenu de leur menace de scission) de *tout* publier quand cela sera possible.

Notes

Les notes rajoutées par l'éditeur sont signalées par [N.E.]

[1]. Parlant de l'assemblée de dimanche. Lénine a en vue ici et plus bas la réunion élargie du C.C. du P.O.S.D.(b.) R. du 16 (29) octobre 1917. A cette réunion Zinoviev et Kaménev se prononcèrent contre la décision adoptée à la séance du C.C. du 10 (23) octobre, sur l'insurrection armée. [N.E.]

[2]. En français dans le texte. (N.R.)
